# La violence dont on ne parle pas…

… Quand les médias exhibent en boucle les vitres brisées ou voitures en flammes et oublient les propos liquidateurs du pouvoir politique.

lundi 7 mai 2018, par Jacques COTTA

Dans un style qu'il a imposé dans la vie politique française, Emmanuel Macron, en voyage en Australie, a indiqué de Sidney qu'il voulait mettre fin à l'« exit tax ». Mis en place par Nicolas Sarkozy en 2011, ce dispositif avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal de chefs d'entreprises qui ont notamment passé la frontière afin de vendre leur société sans avoir à payer d'impôts sur la plus-value. Les contribuables détenant plus de 800 000 euros d'actions et d'obligations, ou la moitié du capital d'une entreprise, étaient visés par cet impôt. Les voilà aujourd'hui soulagés.

Dans un style qu'il a imposé dans la vie politique française, Emmanuel Macron, en voyage en Australie, a indiqué de Sidney qu'il voulait mettre fin à l'« exit tax ». Mis en place par Nicolas Sarkozy en 2011, ce dispositif avait pour objectif de lutter contre l'exil fiscal de chefs d'entreprises qui ont notamment passé la frontière afin de vendre leur société sans avoir à payer d'impôts sur la plus-value. Les contribuables détenant plus de 800 000 euros d'actions et d'obligations, ou la moitié du capital d'une entreprise, étaient visés par cet impôt. Les voilà aujourd'hui soulagés.

Evidemment les raisons invoquées font appel au pragmatisme, à la « raison libérale » élémentaire. Les arguments ont déjà été rodés à plusieurs reprises et sont resservis sans vergogne. L'impôt en question nuirait à « l'attractivité de la france ». Il ne servirait qu'à décourager les premiers de cordée de poursuivre leur ascension dans le cadre des frontières nationales. En fait, théorie du ruissellement aidant, la suppression de l' « exit tax » serait bénéfique aux plus faibles, aux plus défavorisés, bien plus qu'à ceux qui sont censés en bénéficier directement, les plus fortunés, les privilégiés. Pardi !

Les députés LREM, les ministres dont le premier d'entre eux, ont tenté le service après vente.« L'"exit tax" constitue pour les entrepreneurs un de ces nombreux petits grains de sable qui énervent », argumente Roland Lescure, député LREM des français de l'étranger et président de la commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale. Sur une chaine d'info en continue, le premier ministre monte au créneau et évoque son « inefficacité », entrant pour argumenter sur le champ de bataille des chiffres. Il évoque une recette de 63 millions entre 2012 et 2017, soit à peine 10 millions par an, lorsque le conseil des prélèvements obligatoires les évalue théoriquement à 803 millions pour la seule année 2016. Mais qu'importe !

En réalité, plus qu'économique, la portée de la décision d'Emmanuel Macron d'en finir avec la taxe établie par le dangereux bolchévique Sarkozy sur la fin de son mandat est d'abord et avant tout politique. C'est en plein 1er mai marqué par la énième journée de grève des cheminots, par l'exaspération des personnels des hôpitaux, par le raz-le-bol des étudiants, par l'inquiétude des retraités, par un mécontentement social général, qu'il choisit son annonce qui prend inévitablement l'air d'une simple provocation. C'est ensuite de l'étranger qu'il glisse la nouvelle entre deux mots, à l'occasion d'un entretien au magazine américain Forbes qui à l'occasion le sacre à sa « une » « leader of free markets » ou encore « chef de file des marchés ». La totale !

La symbolique prend toute son importance. Alors que l'image du « président des riches » lui colle à la peau, alors que ses conseillers lui recommandent de faire un effort pour sortir de cette case dans

laquelle sa politique depuis la loi travail, la suppression de l'ISF, l'établissement de la « flat tax » et « les premiers de cordée » l'a fait plonger, Emmanuel Macron en remet une couche. Ses propos, son attitude, ses mesures sont d'une extrême violence, pas celle dont on parle en boucle devant un mac do ou des véhicule en flammes, mais d'une violence établie, insidieuse, arrogante. Comme Thatcher ou Reagan il y a plus de 30 en Grande Bretagne ou aux Etats-Unis, il a décidé non seulement de vaincre, mais d'anéantir toute opposition sociale à sa politique. Mais pour parvenir à leur fin, il fallut à ses prédécesseurs une épreuve de force décisive. L'écrasement des mineurs chez l'une, des aiguilleurs du ciel chez l'autre, ont constitué cette épreuve de force scellant la victoire d'un néolibéralisme aux effets dévastateurs. C'est cela qu'il faut aujourd'hui à Emmanuel Macron.

L'épreuve de vérité approche. La manifestation à l'appel de François Ruffin et Frederic Lordon le 5 mai a posé les jalons et dégagé une voie. L'opération médiatique sur les violences du 1er mai n'a pas fonctionné. 40 000 pour les uns, 160 000 pour les autres, sans doute comme toujours entre les deux, bref, beaucoup de monde est descendu dans la rue faire « la fête à Macron ». La démonstration est faite que dans l'unité des organisations syndicales, associatives, politiques, sans exclusive, ce sont bien des centaines de milliers qui pourraient mettre un coup d'arrêt aux mesures et à la violence politique de l'exécutif. Des centaines de milliers dont le risque de déferlement suscite l'espoir d'un côté, provoque l'inquiétude de l'autre.